

**Formation et emploi
Pas de bombes ni de chars !
Arbeit und Ausbildung
statt Bomben und Panzer!**



SAP

**SOZIALISTISCHE
ARBEITERPARTEI**

**wählt
votez LISTE 9**

PSO

PARTI SOCIALISTE OUVRIER



ZULAUF SYLVIANE 09 01 7 - 09 02 5

1950, Lehrerin, VPOD-Mitglied, Stadträtin
1950, enseignante, syndiquée VPOD,
conseillère de ville

SAUTEBIN MARIE-THÉRÈSE 09 03 3 - 09 04 1

1947, Angestellte, verheiratet, ein Kind, Mitglied des Initiativkomitees für ein CISC und des Initiativkomitees für einen wirksamen Mutterschaftsschutz

1947, Angestellte, verheiratet, ein Kind, Mitglied des Initiativkomitees für ein CISC und des Initiativkomitees für einen wirksamen Mutterschaftsschutz



SIDLER ROLAND 09 05 8 - 09 06 6

1953, Zimmermann, Mitglied der GBH und der Schulkommission Biel-Stadt
1953, charpentier, syndiqué FOBB, membre de la commission d'école Bienne-ville

CONTINI FRANÇOIS 09 07 4

1959, Student, Mitglied der Jugendorganisation Maulwurf, aktiv in der CH-Friedensbewegung
1959, étudiant, membre de l'organisation de jeunesse "La Taupe", actif dans le mouvement suisse pour la paix



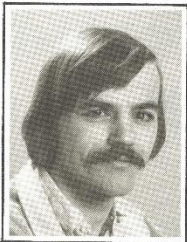
GSCHWIND CHRISTIAN (PARTEILOS) 09 08 2

1957, Lehrer, VPOD-Mitglied, Mitglied des Komitees "Solidarität mit Solidarnosc"
1957, enseignant, syndiqué VPOD, membre du comité "Solidarité avec Solidarnosc"

LÉVY MIREILLE (PARTEILOS) 09 09 0

1949, Hausfrau, verheiratet, zwei Kinder, Mitglied des VPOD und des Komitees "Solidarität mit Solidarnosc"

1949, ménagère, mariée, deux enfants, syndiquée VPOD, membre du comité "Solidarité avec Solidarnosc"



SAUTEBIN PAUL 09 10 6

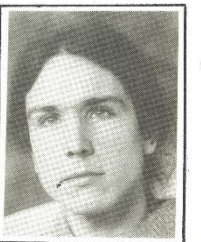
1948, Uhrenmacher, verheiratet, ein Kind, SMUV-Mitglied, Mitglied der französischen Kindergartenkommission

1948, horloger, marié, un enfant, syndiqué FTMH, membre de la commission du jardin d'enfants romand

SUTTER JÖRG 09 11 4

1956, Mitarbeiter im Sleep-In, Mitglied des Komitees gegen die N5

1956, collaborateur au dormitorium, membre du comité contre la N5



ZULAUF CATHERINE 09 12 2

1954, Rechtsanwältin, Mitglied der OFRA, der Demokratischen Juristen und des Initiativkomitees "Für eine Zukunft ohne Atomenergie"

1954, avocate, membre de l'OFRA, des Juristes démocrates et du comité d'initiative "pour un avenir sans nucléaire".

Il faut une autre politique!

Triste monde que celui dans lequel nous vivons. Pour la deuxième fois en quelques années, une crise économique s'amorce, avec les dures conséquences que cela implique pour beaucoup de travailleurs et de travailleuses: licenciements, chômage partiel, diminution de salaire, atteintes aux acquis sociaux, augmentation du stress et de l'anxiété.

Celui qui observe ce qui se passe dans le monde remarquera que la situation internationale n'est pas sans effets chez nous également. L'impérialisme américain menace de plus en plus ouvertement et directement les mouvements de libération en Amérique centrale et tente ainsi d'anéantir les aspirations révolutionnaires des populations opprimées d'Amérique latine ainsi que des travailleurs et paysans exploités du tiers monde. A l'Est, les bureaucrates ont porté un coup dur à Solidarnosc qui représentait un formidable espoir de voir naître en Pologne un socialisme démocratique et autogéré. Parallèlement, les dépenses pour le réarmement croissent d'une manière folle, au détriment des dépenses sociales, et augmentent encore les risques de guerre.

Ces événements ne sont pas sans lien avec la politique cantonale, même si cela n'apparaît pas toujours d'une manière évidente.

La majorité bourgeoise (radicaux, UDC) au Conseil exécutif et au Grand Conseil, lorsqu'elle ressasse son slogan «moins d'Etat, plus de liberté», emboîte fidèlement le pas à Reagan et ne pense qu'à plus de liberté pour ses propres profits. Le fait que des centaines de salariés de l'horlogerie perdent leur emploi ne préoccupe guère les bourgeois. En effet, ces travailleurs ne sont-ils pas «libres»? Cette même majorité bourgeoise maintient le blocage du personnel du secteur public, en s'accrochant fort bien de la détérioration des services sociaux et de la santé. Elle refuse aux fonctionnaires les augmentations de salaire et les réductions du temps de travail, afin qu'ils ne deviennent pas une référence pour les travailleurs de l'industrie privée. Elle s'oppose aux moindres réformes de la formation professionnelle. Elle n'entreprend rien contre la crise du logement qui sévit dans la plupart des villes du canton. Comme ils savent qu'ils ne pourront pas éternellement resservir aux travailleurs la vieille ritournelle «leurs c'est encore pire», les bourgeois se préparent à résister. Ils ne lésinent pas sur les dépenses destinées à augmenter les effectifs de la police et à les équiper de moyens répressifs nouveaux. On ne parle plus de déficit budgétaire ou de blocage du personnel! Ce sont là les «prestations» les plus importantes des bourgeois ces 4 dernières années!

Le mouvement ouvrier ne saurait donc, à l'instar du PS d'aujourd'hui, collaborer aveuglément au gouvernement et dans les commissions avec ces possédants ouvertement en lutte contre les travailleurs. Les partis ouvriers et les syndicats doivent au contraire développer ensemble une politique indépendante contre la droite et les patrons. C'est pourquoi le PSO propose à tous les partis ouvriers, à tous les travailleurs organisés ou non dans les syndicats, de se battre pour les revendications suivantes au Grand Conseil et hors du Grand Conseil:

- Non au stress:
 - oui à la diminution du temps de travail;
 - oui aux 40 heures sans réduction de salaire;
 - oui aux 4 semaines de vacances pour tous;
 - oui à l'abaissement de l'âge de la retraite.
- Oui à une véritable égalité des droits entre hommes et femmes.
- Oui à une politique du logement efficace et favorable aux salariés.
- Non au démontage social, avant tout par le biais de la répartition des tâches entre les cantons et la Confédération.
- Non aux répressions policières.
- Non aux fauteurs de guerre — Oui à la solidarité internationale avec Solidarnosc en Pologne et avec les mouvements de libération en Amérique centrale.

Au Grand Conseil, le PSO défendra avant tout ces revendications-là. Il est vrai que cela ne suffira pas pour faire capituler les bourgeois qui ne sont pas prêts à renoncer à leurs profits. Il faut en plus que les travailleurs unissent leurs forces et luttent activement dans les entreprises, les syndicats et les partis pour défendre leurs intérêts. C'est dans cette perspective que le PSO se battra au Grand Conseil, comme il le fait déjà au Conseil de ville à Bienne.

Votez PSO pour le Grand Conseil — liste 9

Votez pour les candidats de la gauche au Conseil exécutif

Voter PSO, un vote utile

Voter PSO,

- C'est voter pour un parti dont les élus poseront les questions que vous voulez poser et qui étaient jusqu'ici soigneusement laissées de côté par le ronron de la machine parlementaire;
- c'est permettre à la voix des travailleurs, jeunes et vieux, hommes et femmes, de se faire entendre au législatif;
- c'est aussi garantir que les revendications de ceux et de celles qui se battent contre le nucléaire, contre l'oppression des femmes, contre le grignotage des droits démocratiques, contre les discriminations des jeunes et des immigrés, contre le pouvoir des patrons, soient défendues pied à pied; c'est s'opposer réellement et résolument aux bourgeois qui nous gouvernent;
- c'est voter pour un parti qui se bat pour l'unité d'action des forces du mouvement ouvrier contre la bourgeoisie et ses partis (nous avons participé aux initiatives populaires «Pour les 40 heures», «Pour une protection efficace de la maternité». En 1981, nous avons proposé à tous les intéressés de participer à un comité d'action pour l'initiative «Pour une formation professionnelle et un

recyclage garantis»; nous n'avons pas voulu en faire une simple affaire de parti, même si nous avons dû pratiquement assurer la récolte des signatures);

- c'est voter pour un parti qui ne cherche pas une place au Parlement pour reproduire la coterie habituelle des partis de gauche avec les partis bourgeois... mais pour mettre à profit l'action des travailleurs qui défendent l'emploi, des femmes qui luttent pour les mêmes droits, de tous ceux qui s'opposent au réarmement, des jeunes qui veulent une formation de qualité.
- c'est voter pour un parti qui se bat pour le socialisme autogéré et démocratique des travailleurs (campagne de solidarité avec Solidarnosc);

Sylviane Zulauf

C'EST MANIFESTER LA VOLONTÉ D'UNE POLITIQUE COMBATIVE ET UNITAIRE DES SALARIÉ(E)S ET DES ORGANISATIONS DU MOUVEMENT OUVRIER.



Die SAP hat sich im Stadtrat u. a. eingesetzt für:

Le PSO au Conseil de ville a notamment fait les propositions suivantes:

Pour une formation professionnelle et un recyclage assurés

A Bienne, un jeune sur quatre sortant de l'école suisse allemande n'a pas trouvé une bonne place d'apprentissage.

Pendant que le nombre de contrats d'apprentissage dans l'industrie des métaux et de l'horlogerie, dans le bâtiment stagnait, le nombre de contrats d'apprentissage dans des métiers peu qualifiés augmentait très nettement; métiers qui connaissent un temps de travail particulièrement long et un salaire très bas!

Les femmes sont particulièrement touchées par le phénomène de déqualification. Quatre femmes sur cinq exercent des métiers peu qualifiés: vendeuses, coiffeuses, employées de bureau...

Les femmes qui veulent reprendre une activité pro-

fessionnelle n'ont pratiquement pas de possibilités de recyclage.

Et les travailleurs et les travailleuses de l'horlogerie, eux aussi, connaissent le problème du recyclage.

Il n'est donc pas «miraculeux» que le Parti socialiste ouvrier ait récolté plus de 100 000 signatures (dont plus de 10 000 dans la région biennoise) pour l'initiative «Pour une formation professionnelle et un recyclage assurés».

En effet, beaucoup de salarié(e)s sont de plus en plus persuadés que la formation professionnelle ne doit plus être le monopole des patrons.

Pour la création par le canton d'ateliers publics d'apprentissage et de recyclage! Roland Sidler

Votez LISTE 9 Parti socialiste ouvrier

Eine Stimme für die SAP ist eine nützliche Stimme

SAP wählen,

heisst eine Partei wählen, die jene Fragen aufwirft, die Sie schon immer stellen wollten, die aber bis heute in der parlamentarischen Maschine untergegangen sind.

heisst, das sich die Stimme der Arbeiterschaft, der Jugendlichen und der älteren Leute, der Frauen und der Männer, auch im Grossrat ausdrücken kann.

heisst, dass auch die Forderungen jener verteidigt werden, die heute gegen die Atomenergie, gegen die Diskriminierung der Frauen, gegen den Abbau der demokratischen Rechte und gegen die Macht der Banken und Konzerne kämpfen. In anderen Worten: eine wirksame und resolute Opposition gegen die Bürgerlichen.

heisst auch eine Partei wählen, die für das gemeinsame Vorgehen der gesamten Arbeiterbewegung einsteht. Wir haben Unterschriften gesammelt für die Initiative für die Einführung der 40-Stunden-Woche und für einen wirksamen Mutterschaftsschutz. Letztes Jahr haben wir allen vorgeschlagen,

die Initiative für eine gesicherte Berufsbildung gemeinsam zu lancieren. Wir wollten daraus nicht einfach eine Parteisache machen.

heisst eine Partei wählen, die auch im Parlament die Konfrontation mit den Bürgerlichen nicht scheut und die Aktionen der Werktätigen für die Erhaltung der Arbeitsplätze, der Frauen für die gleichen Rechte oder all jener, die gegen den atomaren Holocaust kämpfen, unterstützt.

heisst eine Partei wählen, die sich für einen selbstverwalteten und demokratischen Sozialismus einsetzt (s. Solidaritätskampagne mit Solidarnosc).

SAP wählen, heisst für eine kämpferische und einheitliche Politik der Lohnabhängigen und ihrer Organisationen eintreten.

städtische Lehrwerkstätten und Umschulungszentren
création d'ateliers publics d'apprentissage et de recyclage
lohnmäßige Gleichstellung von Mann und Frau
véritable application du principe de l'égalité salariale entre hommes et femmes

die Verteidigung der Arbeitsplätze und die Verstaatlichung der Uhrenkonzerne
défense des places de travail et nationalisation des trusts horlogers
die Aufrechterhaltung der Omega-Krippe
maintien de la crèche Omega

die Mitenand-Initiative
soutien aux buts de l'initiative «Etre solidaires»

die Meinungsfreiheit an der Gewerbeschule
liberté d'expression à l'Ecole professionnelle

den Schutz der Schüler gegen den Wachdienst mit scharfer Munition an den Bieler Schulen
suppression de la garde avec munition de combat par l'armée dans les écoles

die Aufrechterhaltung einer französischsprachigen Klasse an der Krankenschwesternschule
maintien de la section romande à l'Ecole d'infirmières
und gegen brutale Polizeimassnahmen gegen die Jugendlichen
contre les violences policières



Öffentlicher Dienst:

Bürgerliche Wahlversprechen... ... und die Wirklichkeit

Alle vier Jahre wieder schlagen die bürgerlichen Parteien ihre wahlpolitischen Purzelbäume. Von ihren Versprechungen auf sozialen Fortschritt und anderes mehr werden auch die Staatsangestellten nicht verschont. Zeit also, Bilanz zu ziehen: Zwischen bürgerlichen Wahlversprechen und der Wirklichkeit klafft ein grosser Abgrund...

Löhne

Ausser dem Teuerungsausgleich erhielten die Staatsangestellten keine Realloohnerhöhung, trotz der gegenteiligen Entwicklung in der Privatwirtschaft (+ 5—7% zwischen 1973 und 1979) und den Konzessionen der Bundesbehörden an ihr Personal (+ 3% ab 1. 1. 82). Die Minimallöhne der Staatsangestellten werden auf einem sehr tiefen Niveau gehalten (Fr. 1814.— bis 1917.—). Trotz der Aufnahme des Gleichheitsartikels zwischen Mann und Frau in die Bundesverfassung werden die Frauen, die beim

Staat arbeiten, weiterhin diskriminiert, sowohl lohn-mässig als auch in Sachen Sozialversicherungen (z. B. Mutterschaftsurlaub, der immer noch lediglich auf 8 Wochen beschränkt ist).

Arbeitsbedingungen

Während der Personalstopp knallhart eingehalten wird, ist immer noch keine Rede von Arbeitszeitverkürzung. Einzige Konzession: die 4. Ferienwoche ab 1981; für das Hilfspersonal gilt sie allerdings nicht... Alles in allem eine Woche mehr Ferien zum Preis eines noch grösseren Stresses!

Reprivatisierung und Sozialabbau

Diese Politik drückt sich in der Verschlechterung öffentlicher Einrichtungen für die Bevölkerung aus, wie z. B. die (Aufhebung) einiger Dienstleistungen in den Spitälern.

Wir brauchen eine andere Politik

Sie ist nicht mehr so rosig, diese Welt, in der wir leben: Innert weniger Jahre kündigt sich zum zweiten Male eine Wirtschaftskrise an mit den für viele Arbeiterinnen und Arbeiter harten Auswirkungen: Entlassungen, Kurzarbeit, Lohnabbau, Sozialabbau, noch grösserer Stress, noch mehr Angst. Das ist Kapitalismus.

Wer über die Nasenspitze hinausblickt, erkennt zudem Ereignisse, die auch bei uns ihre Wirkung zeitigen: Die amerikanischen Imperialisten bedrohen immer offener und direkter die Befreiungsbewegungen Zentralamerikas, um damit die revolutionären Hoffnungen der Lateinamerikaner und aller unterdrückter Arbeiter- und Bauernmassen der 3. Welt zu zerstören; die Bürokraten im Osten zerschlagen eine der grössten Hoffnungen auf eine sozialistische Demokratie — Polens Solidarnosc. Und die längstens irrsinnigen Rüstungsausgaben werden weiter aufgestockt — auf Kosten der Sozialausgaben —, die Kriegsgefahr wird immer noch bedrohlicher.

Das hat durchaus etwas mit kantonaler, mit Berner Politik zu tun — selbst wenn es nicht immer offensichtlich ist:

Wenn die grosse bürgerliche Mehrheit — FDP und SVP — in Regierung und Parlament mit dem Schlagwort «weniger Staat — mehr Freiheit» um sich schlägt, dann schwimmen sie im Kielwasser eines Reagan und meinen nur mehr Freiheit für ihre Profite. Sie kümmern sich einen Deut darum, wenn Tausende von Uhrenarbeitern und Uhrenarbeiterinnen «frei», sprich arbeitslos werden; sie beharren auf dem Personalstopp für die öffentlichen Dienste und nehmen eine Verschlechterung der Sozial- und Gesundheitsdienste durchaus in Kauf; sie verweigern den Staatsangestellten Lohnerhöhungen und Arbeitszeitverkürzungen, um keine Signale für die Arbeiter in der Privatindustrie zu setzen; sie verhindern jedes Reformchen in der Berufsbildung; sie unternehmen nichts gegen die Wohnungsmisere in den meisten Städten des Kantons; sie bevormunden die Studenten... und weil die Bürgerlichen wissen, dass sich nicht mehr allzu lange jede und jeder mit der alten Leier «anderswo» ist's noch schlimmer» abspesen lässt, — bereiten sie sich auf Widerstand vor: Personalstopp und Budgetdefizit hin oder her — für die Polizei gibt's allweil Geld, und die Polizei wird massiv aufgerüstet. Das sind die wichtigsten «Leistungen» in den letzten vier Jahren der bürgerlichen Mehrheit — derselben Kräfte, die den Werktätigen auch national und international an den Karren fahren.

Mit diesen Herren, die den Werktätigen den Kampf ansagen, kann die Arbeiterbewegung nicht in Regierung und einträglichen Kommissionchen zusammenarbeiten und sich die Hände binden lassen, wie dies heute die SP tut. **Die Arbeiterparteien und die Gewerkschaften müssen gemeinsam eine eigenständige Politik gegen die Unternehmer und ihre Parteien entwickeln!**

Wir von der SAP schlagen deshalb allen Arbeiterparteien, allen gewerkschaftlich Organisierten und (noch) Nichtorganisierten vor, sich in den kommenden Monaten inner- und ausserhalb des Grossrates für folgende Lösungen gegen die Bürgerlichen zu schlagen:

- Gegen den Stress
 - für die Arbeitszeitverkürzung;
 - 40-Stunden-Woche ohne Lohneinbusse;
 - 4 Wochen Ferien für alle;
 - Herabsetzung des Pensionsalters.
- Für die gleichen Rechte für Mann und Frau, nicht nur auf dem Papier.
- Für eine wirksame Wohnpolitik des Kantons im Interesse der Werktätigen.
- Gegen den Sozialabbau vor allem über die sogenannte Aufgabenteilung zwischen Bund und Kanton.
- Gegen die Aufrüstung der Polizei.
- Gegen die Kriegstreiberei — für internationale Solidarität mit Solidarnosc in Polen und mit den Befreiungsbewegungen in Zentralamerika.

Im Grossrat wird die SAP sich vor allem für diese Forderungen einsetzen. Es stimmt allerdings, dass allein damit die Bürgerlichen nicht nachgeben, keine Profiteinbusse hinnehmen werden. Dazu braucht es schon die vereinte Kraft der Lohnabhängigen, die sich in Betrieb, Gewerkschaft und Partei wieder aktiv für ihre Interessen einsetzen. Das ist genau das, was wir von der SAP hartnäckig tun und es auch im Grossrat, wie bis anhin schon im Bieler Stadtrat, tun werden.

Dafür wählt SAP in den Grossrat — Liste 9

Wählt die linken Kandidaten in den Regierungsrat

Wählt LISTE 9 Sozialistische Arbeiterpartei

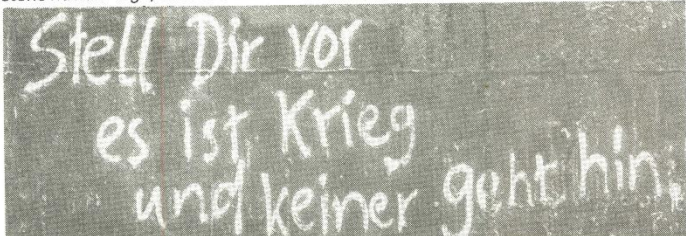
Gegen die nukleare Aufrüstung und die Neutronenbombe

Der Rüstungswettlauf bedroht die Welt mit einem Holocaust, vor dem auch die Schweiz nicht verschont bliebe. Wer treibt denn seit 40 Jahren die Rüstungsspirale an? Der Nato-Doppelbeschluss und die Stationierung neuer Atomwaffen in Europa werden mit der angeblichen sowjetischen Überlegenheit im militärischen Bereich gerechtfertigt. Die Tatsachen sprechen eine andere Sprache: Die wirtschaftliche und technologische Überlegenheit des Westens hat zu Folge, dass die Warschauer-

Pakt-Staaten über weniger und vor allem weniger perfektionierte Waffensysteme verfügen. Alle bedeutenden Waffensysteme entwickelte die USA Jahre vor der UdSSR. Es ist der Westen, vor allem die USA, die die Rüstungsspirale weiterdrehen!

— Sofortige und bedingungslose Abrüstung des Westens

— Für ein atomwaffenfreies Europa, von Polen bis Portugal, von Schweden bis Griechenland.



USA: Hände weg von Zentralamerika

«Die USA werden es nicht erlauben, dass die Zukunft Lateinamerikas in Moskau oder Havanna entschieden wird.» So tönt es aus Washington, und sie verstärken die Militärhilfe an Henker Duarte in El Salvador massiv. Sie übernehmen damit die direkte Verantwortung für die Massaker, die die salvado-

rianische Armee an der Zivilbevölkerung anrichtet: 30 000 Tote in zwei Jahren. Die Befreiungsbewegungen in El Salvador und Guatemala brauchen unsere materielle und moralische Unterstützung: Nach Somoza in Nicaragua muss auch Duarte stürzen!

Stalinismus nein — Sozialismus ja!

Die Aufrüstungsherausforderung der Nato beantwortet Moskau mit nachrüsten. So kann aber der Kriegstreiber USA nicht geschwächt werden. Zudem liefern die Bürokraten im Osten mit ihrer verheerenden Politik in Afghanistan und Polen dem Westen dauernd günstige Vorwände zur Rechtfertigung seiner Unterdrückungspolitik. Nur die weltweite Mobilisierung gegen die

Aufrüstung kann den atomaren Holocaust verhindern. Doch vor solchen Mobilisierungen haben Breschnew und Konsorten Angst — ja, sie bekämpfen sie energisch. Aus diesem Grund wurde in Polen am 13. 12. 81 das Kriegsrecht verhängt, die 12-Millionen-Bewegung von Solidarnosc unterdrückt. Das ist keine Friedenspolitik!

Curieusement, avant chaque élection, on voit apparaitre des organisations dont on n'entend jamais parler. Cette année, à Bienne, c'est le cas de «Alternative Démocratique». Dans la circonscription biennoise, Alternative Démocratique est une espèce d'association caméléon; en effet, ils présentent sur leur liste un personnage qui a siégé pendant quatre ans au Groupe Libre du Grand Conseil. Ce groupe comprend des pires politiciens bourgeois (PR/PDC). Un apparentement avec de tels politiciens est impossible.

Anlässlich von Wahlen erscheinen immer wieder Organisationen, von denen man sonst nie etwas hört. In Biel ist die DA ein solcher Wahlverein. Einer zudem, der seine Farben beliebig wechseln kann. Neuestes Beispiel: Ihre Liste im Wahlkreis Biel wird von einem Mann angeführt, der vier Jahre mit den schlimmsten bürgerlichen Politikern in einer parlamentarischen Gruppe zusammenarbeitete. Mit solchen Politikern können wir keine Listenverbindung eingehen.

Sind die Forderungen des Staatsapparats etwa zu teuer?

Die gewerkschaftlichen Organisationen des Staatsapparats, darunter der VPOD, versuchen, sich dieser Politik entgegenzusetzen. Vor kurzem forderte der VPOD, allerdings ohne Erfolg, eine Realloohnerhöhung auf 1. 1. 82. Der VPOD verlangt ferner die Herabsetzung der Arbeitszeit auf 40 Stunden sowie die Schaffung zusätzlicher Arbeitsplätze, um den täglichen Stress abzubauen und die Qualität der öffentlichen Dienste zu verbessern. Die Verwirklichung dieser beiden Forderungen würde etwa 100 Millionen Franken kosten (30 Mio. die eine, 70 Mio. die andere), mit anderen Worten ein bisschen mehr als 3% der Gesamtausgaben des Kantons. Die Regierung und die bürgerlichen Parteien behaupten, die kantonalen Staatsfinanzen würden dies auf keinen Fall erlauben. Das ist Sand in die Augen gestreut! Das Budget des Kantons ist heute praktisch ausgeglichen. Um die geforderten Verbesserungen für das Staatsapparat zu verwirklichen, würde es genügen, Steuererhöhung für Unternehmen oder hohe Einkommen durchzusetzen.

Weshalb Regierung und bürgerliche Parteien hart bleiben

Bürgerliche Parteien und Regierung vertreten klipp und klar die Interessen einer privilegierten Minderheit im Kanton. Diese Minderheit, für die die vergangenen 10 Jahre äusserst fett waren, wollen jetzt nicht plötzlich zur Kasse gebeten werden. Deshalb malen sie nun das Gespenst der Krise an die Wand. Einmal mehr sollen die Arbeiter für ihre Politik bezahlen. Das ist der wahre Sinn ihres Slogans «Weniger Staat — mehr Freiheit!» Um ihre Politik erfolgreich durchzusetzen, spielen sie die Arbeitnehmer der Privatwirtschaft gegen die Staatsangestellten aus: letztere seien bevorteilt, heisst es im Jargon dieser Herren. Ist das eine Bevorteilung, wenn eine Krankenschwester 2406 — 3047 Franken im Monat verdient? Oder wenn ein Gemeindefunktionär monatlich 2334 — 3408 Franken erhält? Die einzigen, die tatsächlich zu gut verdienen, sind die Chefbeamten (Fr. 7219.— bis 10 400.—). Die Arbeitnehmer in der Privatwirtschaft dürfen sich von solcher bürgerlichen Propaganda nicht blenden lassen: eine arbeitgeberfeindliche Politik des Staates hiess und heisst immer grünes Licht für die privaten Unternehmer, dieselbe Abbaupolitik auszuüben.

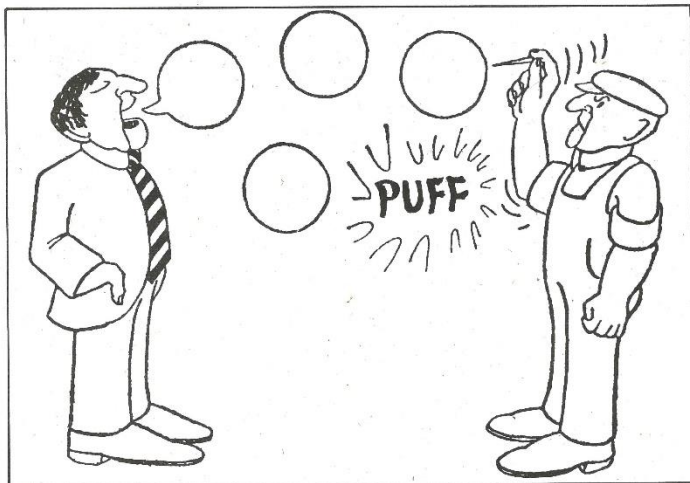
L'emploi est sabordé!

Les prévisions préoccupantes se sont malheureusement confirmées. Depuis quelques mois, on assiste à une vague de licenciements, à une augmentation du chômage total et partiel. Les travailleurs de la métallurgie et de la chimie bâloise sont à leur tour sérieusement frappés, ou menacés.

Cette crise du système économique n'émeut pas les autorités fédérales et cantonales qui assistent passivement à la dégradation de la situation. Au contraire, par leur politique, elles contribuent à l'accentuer. Le Conseil fédéral ne vient-il pas une fois de plus de refuser un postulat socialiste qui visait à limiter le pouvoir patronal en matière de licenciement? Il a également refusé l'élaboration d'un programme visant à créer des emplois pour se borner à une aide de 51 millions étalée sur 5 ans qui servira à la recherche et au développement technologique, c'est-à-dire à la rationalisation plutôt qu'au maintien de l'emploi. Il est évident que le Conseil fédéral n'autorise aucun contrôle public des salaires sur l'utilité de ces investissements faits de deniers publics. Pire encore, le Parlement fédéral vient de réduire la portée de la nouvelle loi sur le chômage, notamment de longue durée, alors que le patronat tire profit de la situation pour mettre les salariés au chômage partiel sans que la production soit diminuée. Il va sans dire que cette politique, tant dans l'entreprise que dans les différents gouvernements, est l'application de ce

que les partis bourgeois défendent dans cette campagne électorale. Toutes les propositions qui sont faites depuis que dure la crise horlogère (subventions, allègements fiscaux, soutien à l'exportation) n'ont pas servi les intérêts des travailleurs et ont laissé les mains libres au patronat. C'est cela que veulent aussi la plupart des partis qui se présentent à ces élections.

Le PSO estime qu'il faut sortir du sillage de cette politique de collaboration qui ne sert que les intérêts des plus riches. Nous proposons des mesures qui permettent de rassembler tous les travailleurs, qui les unissent derrière des revendications qui, contrairement à celle des subventions sans condition, les divisent. En effet, les subventions à une entreprise s'opposent à la survie d'une autre entreprise, donc aux salariés de celle-ci. Contre cette solution de division des travailleurs, nous opposons l'expropriation, la nationalisation des principaux trusts horlogers. Si une telle mesure n'est pas prise, nous n'aurons aucun moyen pour que la principale industrie de la région résiste aux lois patronales. En nationalisant, nous pouvons donner les moyens à la collectivité publique, sous le contrôle des travailleurs concernés, de développer l'industrie, d'avoir une base solide de diversification et de recyclage des travailleurs. Mais, c'est aussi un puissant moyen pour les organisations ouvrières d'unifier les travailleurs. Paul Sautebin



LOGEMENTS: UN CRI D'ALARME

En 1977, Bienne disposait encore de 804 logements libres. Décembre 1981, l'offre se réduisait à 83 appartements. Eloquent! Une réalité qui met les locataires dans une situation des plus inconfortables et les livre aux appétits gloutons des grands propriétaires. Une fois de plus, la loi des mieux lottis l'emporte! Une fois de plus, la municipalisation des sols s'impose comme seule solution véritable à la toute-puissance des promoteurs.

- Non à la hausse des taux hypothécaires
- Non à la hausse des loyers
- Pour une conception cantonale de construction de logements à loyer modéré et de rénovation des appartements existants. Le recours à des services publics (bureaux d'architecte et entreprises de construction) permettrait de réduire au maximum les coûts au lieu de dépendre des tarifs des entreprises privées.

Abonnez-vous à la Brèche

Si nos activités et notre politique vous intéressent:

prenez contact

Parti socialiste ouvrier, section suisse de la IV^e Internationale
Case postale 13, 2500 Bienne 4, (032) 22 95 47
Soutien financier:
La Brèche CCP 25-7530

Abonniert Bresche

SAP, Postfach 13, 2500 Biel 4, Telefon (032) 22 95 47
Finanzielle Unterstützung:
Bresche CCP 25-7530

Name _____
Adresse _____
Ort _____ Datum _____